



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



Réf : A-21-500/560 HOULLE  
Affaire suivie par Benoît MARC  
Direction de la Sécurité Sanitaire  
et de la Santé Environnementale  
Service régional d'évaluation des risques sanitaires  
[Mail : ars-hdf-srers@ars.sante.fr](mailto:ars-hdf-srers@ars.sante.fr)

Lille, le 16/07/2021

Le Directeur général de l'Agence  
régionale de santé Hauts-de-France

à

DREAL HAUTS DE FRANCE  
Service IDDEE  
44 Rue de Tournai  
59019 Lille

**Objet : Contribution de l'ARS à l'avis de l'autorité environnementale concernant la restauration du chemin de halage et de la berge nord de la Houle, à Houle (62)**

Par courriel reçu le 17 juin 2021, vous avez sollicité l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France pour contribution à l'avis de l'autorité environnementale concernant la restauration du chemin de halage et de la berge nord de la Houle, à Houle.

Le projet vise à restaurer, sur la commune de Houle, l'ensemble de la berge Nord de la Houle soit 2025 m linéaires de berges. Compte-tenu de l'existence d'un contre-fossé, 1095 m linéaires de berges devront également être restaurées sur ce dernier afin d'assurer la stabilité de l'ouvrage. Enfin, le chemin de halage sera remis en état sur toute sa longueur soit 2300 m.

Ces travaux consolideront ainsi les berges et le chemin dont le fréquent usage entraîne l'érosion et la déstabilisation. Des travaux d'urgence ont déjà été réalisés pour en éviter la ruine.

Du point de vue sanitaire, le projet amène deux remarques :

Premièrement, le principe de restauration du chemin de halage encouragera et pérennisera la pratique des mobilités actives au quotidien comme en loisir. Ce type d'aménagement est bénéfique pour la santé publique.

Secondement, le tiers du projet se situe dans le périmètre de protection rapprochée des captages d'eau destinée à la consommation humaine. Ce périmètre est instauré par l'arrêté préfectoral de DUP du 16 février 2001. Les travaux nécessitent le curage du contre-fossé et le remblai du chemin de halage en consolidation. Or, l'article 7 (zone vulnérable 3) de l'arrêté stipule que sont réglementés « les aménagements et le curage de la rivière, y compris la réutilisation des produits de curage ».

En conséquence, cette disposition requiert un avis d'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène public. En effet, en sa qualité, l'hydrogéologue agréé vérifiera et complètera les dispositions envisagées dans la conception des ouvrages et dans leur phase travaux afin que le projet de restauration des berges et du chemin de halage soit compatible avec la protection des captages d'eau.

**Pour le directeur général de l'ARS  
et par délégation,**

Le Responsable du service régional  
d'évaluation des risques sanitaires,

Christophe HEYMAN